

La géographie comme science. Quand *faire école* cède le pas au pluralisme¹

Olivier Orain

Les représentations ordinaires de ce qu'est la géographie illustrent à merveille la distinction que l'on peut faire entre une science et un savoir. D'un côté, les mathématiques, les sciences naturelles (au sens large), la sociologie, l'histoire, etc., donnent le sentiment de puiser leurs matériaux dans une activité de recherche réglée par un objet (ou domaine cognitif) propre. Celui-ci leur confère une légitimité en quelque sorte intrinsèque. De l'autre, la géographie apparaît comme forcément agrégative : adonnée à des thèmes ou à des contrées, elle paraît rassembler des matériaux hétérogènes qui constituent une connaissance plus ou moins encyclopédique du sujet étudié. Au reste, lorsqu'ils sont consultés comme experts par les médias ou diverses institutions, l'appartenance disciplinaire des géographes est souvent gommée, du moins minorée. Untel est spécialiste du commerce mondial du blé, telle autre n'ignore rien du tourisme de masse, un troisième est une « mine » sur la Russie, tandis que l'on consultera telle autre pour sa maîtrise des risques volcaniques en Sicile. Cette *connaissance du dossier*, bâtie sur une érudition sans failles, est largement appréciée ; mais ponctuellement, rarement ès-qualités, c'est-à-dire en relation avec une idée précise du geste ou de la posture qui constituerait la science géographique.

Les contenus scolaires et les magazines grand public (*Géo*, *National Geographic*), voire même certaines revues destinées à une audience cultivée (*Hérodote*), ont largement contribué à la perpétuation de cette représentation. Le lectorat de ces publications confirme au demeurant un intérêt persistant pour le *devisement*² du monde, devenu populaire au milieu du XIX^e siècle en étroite relation avec l'aventure coloniale. Le monde se présente en fragments kaléidoscopiques, découpé en contrées et en activités, décliné en images, cartes et textes. Le principe même des revues facilite un traitement sous forme de dossier. Ainsi, à des degrés divers, chaque numéro épuise telle ou telle facette, telle ou telle pièce de la mosaïque terrestre. Dans le cas d'*Hérodote*, se superpose un projet explicatif qui n'a rien d'unitaire : historiens, politologues, géographes spécialisés, etc., apportent des éclairages divers et non nécessairement coordonnés, qui confèrent au sujet général une trame feuilletée. Laquelle correspond assez correctement à la représentation standard des savoirs géographiques.

Malgré de gros efforts de réforme depuis une trentaine d'années, la géographie scolaire demeure de son côté ce réceptacle où l'on étudie les climats du monde et les techniques sidérurgiques, le paysage de bocage et les sociétés de capitalisation japonaises, les techniques de transbordement portuaire et les diverses sortes de volcans... Il serait facile (et sans doute un peu schématique) de mettre à plat des dizaines de ces « fiches » qui jalonnent le parcours de l'élève, se répètent parfois, conférant à la discipline une bonne partie de son image tout à la fois technique, « concrète » et encyclopédique. C'est que, malgré toutes les tentatives pour infuser les avancées de la recherche la plus « spécifique », la discipline est demeurée dans l'enseignement une forme démultipliée d'éducation « citoyenne » s'appuyant sur une forme régulièrement modernisée de la *leçon de choses* qui avait cours avant 1968. Sous réserve d'autres interprétations de l'utilité sociale et

¹ Version « longue » du chapitre III de ROBIC, M.-C., dir., *Couvrir le monde. Un grand XX^e siècle de géographie française*, Paris, Ministère des affaires étrangères, Association pour la diffusion de la pensée française (ADPF), paru fin février 2006.

² Terme que l'on pourrait traduire aujourd'hui par « description exhaustive », en sachant qu'un tel objectif est soumis aux possibilités de connaissance du moment.

institutionnelle de la géographie, on pourrait faire l'hypothèse que le système scolaire se satisfait assez bien de la présence d'un enseignement non spécifique, cumulatif davantage que progressif, où sont amassées diverses pièces hétérogènes d'une culture matérielle que nulle autre discipline ne saurait prendre en charge. Cette fonction de « culture générale » ne permet pas d'embrasser l'ensemble des contenus et pratiques qui sont inculqués sous la bannière de la géographie, mais elle est sans doute emblématique d'une certaine demande institutionnelle, voire sociale, qui perdure et fait perdurer une matière qui peine, depuis les années 1970, à justifier *pour elle-même* sa pertinence scolaire³ autrement qu'à des fins de préservation de la communauté des géographes (si on supprimait l'enseignement, la discipline pourrait fermer boutique).

Confronté à cette représentation somme toute inconfortable, le spécialiste des discours et pratiques de la géographie savante, épistémologue parmi d'autres, peut adopter deux attitudes : il peut insister sur la coupure entre la discipline universitaire et ses vulgarisations, afin de sauver (si tel est son propos) la légitimité scientifique de la première ; il peut à l'inverse insister sur la complexité de la relation entre les élaborations savantes et les productions vulgaires, qui se sont influencées réciproquement, dans un jeu subtil d'adhésions et de prises de distance. Auquel cas, il pourrait être amené à ne pas négliger ce qu'il peut y avoir d'encyclopédique dans la géographie universitaire, au risque de voir s'effondrer toute perspective de pouvoir cerner l'identité épistémologique de cette dernière.

Car tel est sans doute le plus grand problème, la question harassante : peut-on invoquer ou reconstruire une identité épistémologique de la géographie ? La communauté qui endosse ce label en France est loin de partager une attitude homogène sur la question. Nombreux sont ceux qui professent une attitude agnostique⁴, arguant que les « *vrais problèmes du monde* » sont ailleurs. D'autres se sont forgé une position qui leur paraît d'autant plus personnelle qu'elle est en fait diffuse et largement diffusée. « Être géographe, c'est faire des cartes », entend-on souvent, comme si un ensemble de savoir-faire techniques pouvait tenir lieu de discours spécifique sur un aspect du monde. « Être géographe, c'est avoir le sens du concret », entend-on également, comme s'il y avait là un critère de démarcation remarquable, et de surcroît épistémologiquement pertinent : toute discipline référant à des phénomènes empiriques a forcément une dimension « concrète » ; quand à prétendre fonder une science sur cette base, c'est à la fois antiscientifique (par le refus de l'abstraction) et indéfinissable (car comment circonscrire les limites du concret dont on prétend partir ?). Bien d'autres maximes circulent, plus ou moins voisines, plus ou moins cousines, qui ont toutes l'inconvénient d'évacuer les enjeux de connaissance au bénéfice d'une définition technicienne ou tribunicienne (le géographe, au contact des « choses » ou des « gens », parle pour eux et non sur eux, il est « *d'en bas* »⁵ contre les discours « *d'en haut* », précisément ceux de la science en chaire...). Ces raccourcis standard que la profession affectionne ont la vie dure : ils étaient déjà largement répandus dans les années 1960 et ont fait plus que résister aux vagues de changement qu'a connus la géographie française depuis les années 1970. Ils sont un sujet de spéculation pour l'épistémologue, lorsque celui-ci, endossant la position de l'ethnologue, s'emploie à décrire les représentations partagées. Mais ils ne peuvent constituer pour lui une base

³ Au demeurant, certains géographes universitaires (et non des moindres), comme Philippe Pinchemel, ont pu considérer que l'enseignement scolaire de la discipline lui faisait du tort...

⁴ Un agnostique est une personne réfractaire aux dogmes religieux, qui sont œuvre humaine. Par extension, le terme est utilisé dans ce chapitre pour désigner une attitude consistant à dédaigner toute quête d'une identité disciplinaire de la géographie.

⁵ Typique à ce propos serait la position de Christian Sautter dans « La géographie en question », *L'Espace géographique*, XIV, 1985, n° 1, p. 59-64.

satisfaisante quand il se confronte à l'archive savante⁶ et essaye précisément d'explorer les voies qui s'ouvrent à lui lorsqu'il s'interroge sur l'identité épistémologique de la géographie.

L'objectif de ce chapitre est de prendre au sérieux l'idée de la géographie comme science. Mais sa visée est moins de justifier l'unité ou l'existence de la discipline universitaire que d'exposer les diverses formes de rationalisation qui ont accompagné les développements de celle-ci depuis qu'elle a droit de cité dans le champ académique, soit en gros depuis la fin du XIX^e siècle. Plus précisément, il s'agit de confronter discours identitaires et pratiques savantes, non pour les confirmer ou les confondre, mais pour rendre intelligibles dans leur diversité les efforts cognitifs, parfois convergents, parfois divergents, d'une communauté savante.

1. Les joies d'une École

Durant sept à huit décennies, la géographie universitaire française s'est confondue avec ce que l'on appelle communément « École française de géographie », encore qualifiée de « classique » ou de « vidalienne », par référence à son fondateur supposé, Paul Vidal de la Blache. Confusément, les valeurs, méthodes, tentatives de définition, etc., qui ont été développées par les représentants de la dite école continuent largement à nourrir les représentations non savantes de la discipline, alors même que le paradigme classique⁷ — qu'il est important de situer — a depuis une trentaine d'années perdu sa position hégémonique dans l'université française. Pour autant, on ne saurait déceimment affirmer qu'il a fait naufrage : infléchi, transformé, corrigé, il se perpétue dans la géographie contemporaine au travers de courants qui s'en revendiquent plus ou moins nettement.

1.1. Quel contenu pour le paradigme « classique » ?

Depuis les travaux de Marie-Claire Robic⁸, Vincent Berdoulay⁹ et Catherine Rhein¹⁰, la relation étroite entre les raisons d'institutionnaliser une géographie universitaire à la fin du XIX^e siècle et les caractéristiques du « programme de recherche »¹¹ (ou horizon cognitif) de la géographie classique est un sujet connu et abondamment parcouru. Parmi tous les projets possibles qui s'offraient dans les années 1870-1900, c'est celui porté par P. Vidal de la Blache et ses premiers lieutenants (tel Lucien Gallois) qui s'est imposé. Cette victoire a signifié l'exclusion aussi bien d'un paradigme de géographie physique débarrassé de la question de l'humanisation (choix qui a

⁶ Celle-ci est le plus souvent textuelle, mais elle a emprunté en géographie bien d'autres médiums : la carte bien sûr, la photographie, l'image fixe (iconisante) en général, mais aussi le film, très prisé, au moins depuis les années 1950. Cf. G. Palsky, *Des chiffres et des cartes : naissance et développement de la cartographie quantitative française au XIX^e siècle*, Paris, C.T.H.S., « Géographie », 1996 ; D. Mendibil, *Texte et Images de l'iconographie de la France (de 1840 à 1990)*, thèse de doctorat, université de Paris I, 1997 ; G. Baudelle, M.-V. Ozouf-Marignier et M.-C. Robic, dir., *L'établissement de la géographie universitaire. Le terrain, le livre, la cité. Géographes en pratiques*, P. U. de Rennes, 2001.

⁷ Les références aux conceptions de Thomas Kuhn (cf., 1983, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, éd. origin. 1964) serviront de repère à cette présentation. Les notions de « paradigme », de « science normale », d'« anomalie », de « science extraordinaire » et de « révolution scientifique » en constituent le cœur, — un paradigme ou plutôt une « matrice disciplinaire » regroupant l'ensemble des valeurs et des conceptions partagées par une communauté scientifique.

⁸ De M.-C. Robic, voir notamment, 1991, « La stratégie épistémologique du mixte. Le dossier vidalien », *Espaces-Temps*, 47-48, p. 53-66 ; 1992, *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, Paris, Économica, spéc. livre II, p. 125-246 ; 1993, « L'invention de la « géographie humaine » au tournant des années 1900 : les Vidalien et l'écologie », in P. Claval (dir.), *Autour de Vidal de la Blache. La formation de l'école française de géographie*, Paris, CNRS éditions, p. 137-147.

⁹ Cf. V. Berdoulay, 1995, *La formation de l'école française de géographie (1870-1914)*, Paris, Bibliothèque Nationale, CTHS ; rééd. 1981 « CTHS Format ».

¹⁰ Cf. C. Rhein, 1982, « La géographie, discipline scolaire et/ou science sociale ? 1860-1920 », *Revue française de sociologie*, XXIII, p. 223-251.

¹¹ Expression empruntée ici à l'épistémologue Imre Lakatos.

triomphé en Russie/URSS dans les années 1914-1924¹²) que d'un paradigme anthropocentré mettant l'accent sur ce que l'on appellerait aujourd'hui « aménagement » ou « développement »¹³.

Au lieu de quoi s'est donc imposé le projet d'une géographie humaine s'attachant à démêler l'influence du milieu naturel sur les « *groupements humains* ». Elle a porté conjointement une grande attention au rôle d'agent modificateur de ces derniers, susceptibles d'« *ouvrir la porte à de nouvelles combinaisons de la nature vivante* »¹⁴. On résume et banalise fréquemment ce programme de recherches en évoquant l'idée d'une étude des relations homme/nature. Cela demeure, dans l'esprit du plus grand nombre, la définition possible de l'identité scientifique de la géographie, à tel point que le mot est souvent utilisé comme le synonyme des « conditions naturelles » auxquelles une société ou un groupe restreint sont « confrontés ». Il n'y a pas lieu d'épiloguer sur la *vulgarisation* qui s'est ainsi opérée. En revanche, il importe d'enrichir la description du projet classique.

Pour P. Vidal de la Blache et ses disciples, sur le modèle des autres géographies européennes de l'époque (à commencer par l'allemande), la légitimité proprement scientifique du géographe procède effectivement de ses compétences naturalistes. À ce titre, un détour par une solide formation en géographie physique a paru absolument incontournable dès la fin du XIX^e siècle. En revanche, à quelques exceptions près (Emmanuel de Martonne, Henri Baulig), cette dernière est davantage conçue comme propédeutique¹⁵ à l'exercice de la géographie humaine que comme le cœur de la discipline. En outre, dans les propositions théoriques de P. Vidal de la Blache et de son plus scrupuleux héritier, Maximilien Sorre, une écologie humaine privilégie les relations de l'homme avec le reste du *vivant*, espèces végétales et animales, plutôt que le climat, le relief et la nature des sols. Or ce sont ces paramètres-là que la géographie des années 1910-1960 allait privilégier. De surcroît, le fondateur de l'École française a développé des perspectives d'explication hors du seul référent naturaliste : il était extrêmement sensible à la position relative des villes et des régions, à la « *vie de relation* » et aux fonctions de carrefour des entités géographiques. À cette enseigne, on pourrait affirmer que ce qui a été mis en œuvre par les élèves de P. Vidal de la Blache s'appuie sur les propositions de ce dernier, formulées dans une vingtaine d'articles théoriques, un livre posthume (les *Principes de géographie humaine*) et quelques textes canoniques pour la géographie régionale (le *Tableau de la géographie de la France* au premier chef), mais opère une simplification et une systématisation des perspectives ébauchées par le maître désigné. Si on peut parler d'un paradigme pour la géographie classique, il serait ainsi plus cohérent de le qualifier de « postvidalien », car il n'a véritablement pris forme comme « *matrice disciplinaire* » qu'à partir du moment où les pistes explicatives multiples ébauchées par P. Vidal de la Blache ont été élaguées, codifiées et érigées en *doxa*. Les artisans qui ont le plus œuvré pour transformer la « *science extraordinaire* » en « *science normale* » sont vraisemblablement L. Gallois et E. de Martonne, même si d'autres élèves, par l'exemple que fournissait leur production, ont pu également contribuer à la standardisation du paradigme (on évoquera ici Albert Demangeon, Raoul Blanchard et Jules Sion).

Le paradigme classique comprend non pas un mais deux programmes de recherche, qui entretiennent une relation à la fois évidente et problématique. Parallèlement à la recherche des

¹² Cf. O. Orain, 1996, « La géographie russe (1845-1917) à l'ombre et à la lumière de l'historiographie soviétique », *L'Espace géographique*, 3, p. 217-232.

¹³ Et dont était porteur quelqu'un comme Marcel Dubois, un temps rival de P. Vidal de la Blache.

¹⁴ P. Vidal de la Blache, 1903, « La géographie humaine : ses rapports avec la géographie de la vie », *Revue de synthèse historique*, p. 222 (219-240).

¹⁵ Du grec *propaidenien*, « enseigner auparavant » : on désignait par là avant 1966 l'année préparatoire à l'université, et par extension on utilise ce terme pour désigner un savoir préalable supposé nécessaire avant d'enseigner une discipline dotée d'une certaine difficulté.

relations homme/nature, il s'agit de mettre à jour la « *personnalité* » (c'est-à-dire l'identité, la singularité) de chaque milieu, région, pays, paysage, etc., en considérant en première intention que cette identité géographique procède d'une combinaison particulière de « *facteurs* » naturels et humains. À l'origine, cet intérêt idiographique appuyé sur des monographies a pu sembler s'inscrire dans un projet inductiviste qui établirait les principes de la géographie humaine sur la base de comparaisons entre des cas d'espèce. Mais dès le *Tableau de la géographie de la France* (1903), la visée idiographique subvertit le statut de la monographie et devient une question à part entière : la France est-elle un « *être géographique* » ? Pour répondre à cette question, P. Vidal de la Blache déploie un argumentaire qui précisément s'affranchit de la question des relations homme/milieu. Par la suite, les postvidaliens ont standardisé la réponse en considérant qu'une personnalité régionale s'interprétait en enchaînant une explication naturaliste et une interprétation historique (le plus souvent délivrée sous la forme d'un récit).

Au demeurant, chacun de ces programmes de recherche a été mis en difficulté par la standardisation progressive de la géographie. Dès 1909 et la conclusion du livre fameux de L. Gallois, *Régions naturelles et noms de pays. Étude sur la région parisienne*, est affirmée la nécessité d'opérer une séparation « *analytique* » préalable entre étude du milieu naturel et étude de son influence sur les « *groupements humains* ». Dès lors, toute étude de géographie humaine devait être précédée par l'examen séparé des « *conditions naturelles* », déclinable en une succession de « *facteurs* » (climat, relief, sol, hydrologie, végétation, etc.). En procédant de la sorte, le risque était grand de perdre de vue la relation homme/nature comme *lieu* du questionnement scientifique — par dilution dans une profusion de développements thématiques. Par ailleurs, l'effort probatoire s'est progressivement focalisé sur l'explication géomorphologique du relief, négligeant le « *programme officiel* ». Dans les années 1910-1930, la géographie humaine s'est également autonomisée en mettant l'accent sur la classification des formes de paysage ou d'habitat. Chez la plupart des postvidaliens, la relation homme/nature est en fait déproblématisée et soumise à des diagnostics déterministes à caractère ponctuel qui émaillent la géographie régionale (ainsi chez E. de Martonne) : telle ligne de source est à l'origine d'une succession de villages, telle montagne fait barrière entre deux « *racés* », etc. Ainsi, comme l'a clairement montré M.-C. Robic (1992), les travaux classiques ont échoué dans leur tentative pour constituer les relations homme/nature en objet de la géographie.

S'agissant du programme idiographique, on peut faire des remarques analogues. Dès les premières thèses des élèves de P. Vidal de la Blache, faire œuvre de « *géographie régionale* » revient à fragmenter ses objets en thèmes ou en sous-régions au sein d'un « *dossier* ». Le procédé n'était pas nouveau et avait partie liée avec un objectif d'exhaustivité. Mais il a eu pour effet de diluer la question de l'individualité géographique. Renvoyé aux marges de la description (propos introductifs ou conclusifs), davantage affirmé qu'étayé, le discours sur la « *spécificité régionale* » a été réduit au statut de clause de style. En outre, les contraintes d'érudition propres aux grands exercices académiques (thèse, leçon) ont pesé lourd dans l'autonomisation de développements thématiques toujours plus importants. Déjà, la thèse d'Albert Demangeon, *La Picardie et les régions voisines...* (1905), considérée comme un modèle à suivre, a frappé les contemporains par son abondance extrême de « *détails* »¹⁶. En réaction à cette tendance lourde, on voit certains auteurs dénoncer le vice du « *plan à tiroirs* », qui occulte la juste saisie des « *combinaisons géographiques* » pertinentes. André Cholley, élève de De Martonne, s'est fait une spécialité de dénoncer ce genre de travers (notamment dans le manuel *La géographie...* de 1951) au nom d'un propos géographique

¹⁶ Cf. M.-C. Robic, 2003, « L'exemplarité du *Tableau de la géographie de la France* de Paul Vidal de la Blache », in J.-M. Berthelot (dir.), *Figures du texte scientifique*, Paris, PUF, spéc. p. 96-97.

visant « *la nature des choses* », mais il n'est pas le seul : à partir des années 1950, la dénonciation des déformations du métier est devenue une antienne.

Dans ce tableau, rares sont les géographes qui font exception par leur fidélité aux préceptes vidaliens. Le plus marquant fut sans doute Max. Sorre, dont l'œuvre entier semble être animé par un effort de développement cohérent d'une écologie de l'homme. On en prendra pour témoins sa thèse, *Les Pyrénées méditerranéennes. Étude de géographie biologique* (1913) et ses *Fondements biologiques. Esquisse d'une écologie de l'homme* (1943), premier tome d'un monumental traité en quatre volumes, *Les fondements de la géographie humaine* (1943-1952). Dans l'ensemble de ses travaux, il s'est précisément essayé à décliner la relation homme/nature, ouvrant des perspectives originales sur les « associations » entre l'homme et le vivant, l'alimentation humaine et les régimes alimentaires, sans parler de sa très riche géographie des maladies ou « complexes pathogènes », reposant sur le triangle milieu naturel/infections/sociétés. À un degré moindre, J. Sion s'est également voulu un continuateur sinon du programme, du moins de la manière vidalienne¹⁷. Sa thèse, *Les Paysans de la Normandie orientale* (1909), constitue un remarquable travail d'éclairage ethno-historique, tandis que ses travaux de l'entre-deux-guerres ne se distinguent guère des standards cognitifs de ses contemporains.

Cette description peut sembler paradoxale : on parle de « géographie (post)vidalienne » et on invoque deux « programmes de recherche » — qui dans les faits ont été largement subvertis, sinon dans les principes, du moins dans la pratique. On évoque un « fondateur » pour mieux le placer en lisière de la « science normale ». Il y a là effectivement de quoi désorienter, sauf si l'on veut bien admettre que les enjeux réellement sensibles étaient ailleurs.

1.2. Le « noyau dur » du paradigme et les structures de sa reproduction

Le vieux terme « devisement » peut être utilisé pour désigner le type d'énoncé que l'on reconnaît aisément et ordinairement comme « géographique ». Il y a là sans doute une clé pour esquisser un continuum entre ce que pouvait être la géographie *avant* son institutionnalisation, ce qu'elle est restée dans les représentations collectives jusqu'aujourd'hui, et ce qu'elle a pu mettre en avant à son âge classique. Durant celui-ci, les discours d'intentions des géographes ont l'inconvénient d'avoir survalorisé des préoccupations cognitives (les relations homme/nature, la personnalité régionale) qui étaient souvent traitées à la légère dans leurs travaux empiriques — et avec une certaine souplesse de jugement — tandis que les vraies limites, les véritables contraintes épistémologiques, demeuraient dans l'informulé.

Le modèle « positiviste » des sciences, tellement prégnant au début du XX^e siècle, prescrivait qu'une science particulière sélectionne dans l'infinité du monde réel une certaine gamme de phénomènes dont elle se donne pour projet de révéler les relations causales. À ce titre, la géographie aurait pu tout à fait coller à une épistémologie positiviste, si précisément elle avait orchestré les relations homme/nature à la manière dont un Émile Durkheim procédait avec les faits sociaux. Parmi les élèves de P. Vidal de la Blache, Jean Brunhes fut le seul positiviste digne de ce nom : ses grands travaux sur l'irrigation¹⁸ et ses « monographies synthétiques »¹⁹ sont précisément des entreprises d'exemplification, de thématization et de purification de la relation causale entre les données naturelles et le « travail » humain. Mais J. Brunhes a été critiqué par ses

¹⁷ Cf. 1934, « L'art de la description chez Vidal de la Blache », *Mélanges de philologie, d'histoire et de littérature offerts à Joseph Vianey*, Paris, Les Presses françaises, p. 479-487.

¹⁸ J. Brunhes, 1902, *L'irrigation, ses conditions géographiques, ses modes et son organisation dans la péninsule Ibérique et dans l'Afrique du Nord*, Thèse de doctorat, Paris, C. Naud.

¹⁹ J. Brunhes, 1910, *La Géographie humaine*, t. I : « Les faits essentiels, groupés et classés » ; t. II : « Monographies », Paris, Félix Alcan, 2^e rééd. : 1925.

condisciples, alors même que son projet rentrait pour partie, au moins en apparence, dans le projet d'une écologie de l'homme. Au-delà des considérations universitaires (Brunhes était davantage un brillant conférencier qu'un universitaire érudit), il y a quelque chose de plus profond dans le divorce entre les postvidaliens et l'auteur de la *Géographie humaine*, qui marque la séparation entre réalistes « intégraux » et positivistes.

Il importe de bien rappeler que presque tous les scientifiques du début du XX^e siècle étaient *réalistes*, en ce sens qu'ils adhéraient à l'idée d'une autonomie du phénomène, conçu comme indépendant de la volonté du savant. Ils étaient également une majorité à penser que l'explication se trouvait dans les faits eux-mêmes, qu'il suffisait de les confronter pour dégager des relations causales. En revanche, la plupart d'entre eux étaient *positivistes* en ce sens qu'il leur apparaissait nécessaire de réguler expériences et observations dans un cadre procédural bien défini, susceptible de sélectionner dans le bruit du monde la catégorie de phénomènes qu'ils souhaitaient confronter ou confondre.

Or précisément, c'est ici que la géographie classique se détache radicalement du positivisme. En effet, les principaux lieutenants de P. Vidal de la Blache ont indiqué, par leurs travaux et leurs jugements, que la géographie n'avait pas pour mission de tailler dans le réel, mais bien au contraire de respecter l'intégrité des « *réalités géographiques* ». Que faut-il entendre par là ?

La géographie a largement bénéficié depuis un siècle, depuis un demi-siècle surtout, du progrès général des connaissances humaines. Et tout d'abord s'est achevée, par la conquête des pôles, la découverte du globe. Comme conséquence, les sciences de la nature ont pris toute leur ampleur : météorologie, océanographie, géologie, botanique, zoologie. Les résultats de toutes leurs observations sont venus s'inscrire sur des cartes de plus en plus exactes. Ainsi est apparue avec évidence l'action réciproque des phénomènes les uns sur les autres. *Toutes ces analyses ont abouti à des synthèses, à la grande synthèse qu'est la nature prise dans son ensemble*²⁰.

Dans cet extrait datant de 1927, L. Gallois esquisse une sorte de récit des progrès de la « *connaissance* » géographique. Elle présuppose un arpentage exhaustif du monde et repose sur un cumul de « *résultats* » issus de celui-ci. La géographie sédimente ces derniers en cartes qui révèlent, dans leur juxtaposition, des interactions explicatives. La seule co-présence des faits fait apparaître l'explication. Cette conception va plus loin que la perspective du réalisme habituel : non seulement (et bien évidemment) elle postule une réalité objective indépendante des sujets connaissant, mais, de surcroît, ce réel se donne sans la moindre solution de continuité à ces derniers. Mais la dernière phrase de l'extrait accentue bien davantage encore l'originalité de ce réalisme : L. Gallois y clôt le mouvement de la connaissance par un fort étonnant retour de celle-ci à la « *nature* », comme si la « *synthèse* » des savoirs pouvait restituer l'objet du savoir, la « *nature prise dans son ensemble* ». Dès lors, la vocation du géographe est de recueillir les données du monde, de les inscrire, notamment sur des cartes et éventuellement — c'est l'étape explicative — de révéler leurs correspondances. Mais l'essentiel, bien plus que l'explicativité, est la restitution des « *réalités* ». C'est par cette dimension d'exhaustivité que le réalisme géographique prend toute sa singularité.

Cet idéal a beau être diffus et peu explicite dans les écrits des élèves directs de P. Vidal de la Blache, il importe de ne pas le considérer à la légère. En effet, il a servi de critère impitoyable pour éliminer tout ce qui semblait non géographique : travaux sans préalable descriptif, sélectifs, spéculatifs, théorisants, etc. Déjà les « *lacunes* » du travail de J. Brunhes ont servi à Maurice Zimmermann pour l'éreinter. Plus encore, le rationalisme et les spéculations « *aventurées* » d'un Camille Vallaux en a fait un quasi paria de la génération post-vidalienne : son insistance dans *Les*

²⁰ C'est nous qui soulignons. Extrait de L. Gallois, 1927, « Avant-propos », in P. Vidal de La Blache et L. Gallois, *Géographie universelle*, vol. 1, Paris, Armand Colin, p. V.

sciences géographiques (1925) sur les « *représentations* » qui s'immiscent entre « *l'œil humain* » et la « *nature* », constituant un « *écran des représentations symboliques et schématisées* », condamnent chez lui le réalisme « exhaustiviste » et du même coup mettent en perspective sa position de marginal du paradigme classique. Son livre, à bien des égards remarquables, a été condamné à un ostracisme bibliographique qui n'a été pour partie levé que dans les années 1970.

Autant le réalisme géographique est sous-jacent dans les écrits de la première génération de postvidaliens, autant il devient déterminant et explicite dans les écrits de l'après-guerre : chez des auteurs aussi différents que Maurice Le Lannou²¹, André Cholley²² ou Pierre George²³, il fait l'objet d'innombrables considérations à finalité axiologique (il s'agit d'énoncer les valeurs de la géographie clairement et distinctement sous forme d'adages didactiques). Au souci de ne pas mutiler les « *réalités géographiques* » s'adjoint une définition de la discipline comme « *science carrefour* » ou « *science de synthèse* » qui a longtemps perduré. Par opposition aux sciences analytiques, la géographie est posée comme la saisie de « *combinaisons* », « *systèmes* » (Cholley), ou « *complexes de situation* » (P. George) à caractère unique. Une telle reformulation du programme idiographique lui confère une légitimité nouvelle tout en élargissant le champ des combinaisons possibles (dans lesquelles la nature n'est plus forcément un protagoniste essentiel). Plus encore que pour les élèves directs de P. Vidal de la Blache, la nécessité de développer une géographie (humaine) générale, autonome et nomologiquement²⁴ ambitieuse, perd toute importance, puisque l'essentiel est ailleurs, dans l'acte *clinique* qui identifie ou diagnostique une « *situation géographique* » et démêle les différents facteurs en jeu qui lui donnent toute sa singularité. Dans les années 1960, certains auteurs (P. George, Jean Labasse) en ont tiré une conception non exclusivement explicative de la pratique du géographe, y incorporant des aspects proprement herméneutiques (ou interprétatifs) visant la « *personnalité régionale* » — qui s'inscrivent dans une tradition implicitement héritée de l'épistémologie allemande du *verstehen* (comprendre)²⁵.

La recherche de l'exhaustivité dans l'exercice de la géographie empirique posait des défis singuliers, notamment dès lors qu'il fallait énoncer dans des articles ou des ouvrages les résultats d'une recherche. Le problème le plus immédiat est bien entendu celui de la clôture de la description : sauf à s'étendre à l'infini, celle-ci devait forcément sélectionner des éléments considérés comme pertinents. Or, si la diversité des questionnaires est encore de mise dans les thèses des élèves de P. Vidal de la Blache, force est de constater que dès les années 1920 s'est codifié une sorte de *dossier standard*, enchaînant les entrées naturalistes (climat, relief, sol, végétation, etc.) et les entrées « humaines » (agriculture, villes, activités, etc.), l'ensemble étant en général prolongé de façon plus ou moins importante par l'évocation des sous-ensembles régionaux. Certains (A. Cholley) ont eu beau dénoncer le caractère scholastique d'un tel « plan type », ce dernier avait pour lui le double avantage de codifier ce qui était absolument requis et de laisser une certaine latitude en matière d'innovation (thématique notamment). Grâce à quoi, avec les décennies, la liste des « entrées » n'a cessé de s'allonger... En outre, et on trouvera là une autre difficulté majeure de la « *description exhaustive* », la mise en texte impliquait l'inscription d'une réalité matérielle au minimum tri- voire quadri-dimensionnelle (en incluant les problèmes

²¹ M. Le Lannou, 1949, *La géographie humaine*, Paris, Flammarion.

²² A. Cholley, 1951, *La géographie (Guide de l'étudiant)*, Paris, PUF.

²³ Cf. entre autres P. George, 1966, *Sociologie et géographie*, Paris, PUF, « "Sup" Le Sociologue » et 1970, *Les Méthodes de la géographie*, Paris, PUF.

²⁴ Le renoncement à la recherche de lois générales autres que « *physiques* », c'est-à-dire naturelles, est un trait caractéristique de l'ensemble de la production réflexive des décennies d'après-guerre. Déjà Henri Baulig, dans son texte canonique de 1948, « Le géographie est-elle une science ? » (publié dans les *Annales de géographie*), annonçait cette mise sous le boisseau de la géographie générale.

²⁵ Dont les figures les plus connues sont Wilhelm Dilthey, Max Weber et Heinrich Rickert.

d'évolution) dans un discours linéaire. Certains, tel Raoul Blanchard, ont repris à leur compte le stratagème du récit de voyage, qui ramène la description d'une contrée à la relation d'un itinéraire (stratagème dont il use et abuse dans le volume « Asie occidentale » de la *Géographie universelle* publié en 1929). Mais la solution principale — celle que l'on retrouve dans la quasi totalité de la production empirique — consiste précisément à fragmenter l'objet d'étude en le thématissant et/ou en le régionalisant. On retrouve par là l'idée de *dossier*, mais abordée à l'aune d'un autre problème d'énonciation. La solution principale du problème d'exhaustivité a donc été, pour l'ensemble des géographes classiques de diviser, rediviser, et encore diviser (comme inlassablement) leurs objets en sous-catégories, sous-régions, sous-thèmes, etc.

Au-delà des contraintes d'exhaustivité qu'implique le devisement géographique, la posture postvidalienne incorpore aisément un certain nombre d'attitudes de recherche qu'en son temps E. de Martonne avait résumées de manière frappante : « *Ce qu'il y a de fécond et d'original à la fois dans la méthode géographique, c'est qu'elle met en présence des réalités terrestres* »²⁶. Pour expliciter une telle affirmation, il faut se représenter non pas un homme de cabinet mais un « *géographe de plein vent* » (Lucien Febvre), qui privilégie le travail de terrain au détriment de toute espèce d'archive et constate, par sa présence autant physique que cognitive, la « *mise en présence* » des phénomènes. La scène capitale, la seule légitime, prend place auprès des choses ou des « *réalités géographiques* ». Le bon chercheur arpente inlassablement son terrain d'études, jusqu'à en connaître chaque « *détail* ». Dès lors, dans l'opération de restitution de la réalité, la description textuelle est la forme la plus embarrassante de *rendu*, alors que les représentations iconiques sont bien plus satisfaisantes, malgré leur caractère non extensible. Faute d'un rapport visuel immédiat aux réalités, elles en proposent une image de substitution qui en conserve — au moins partiellement — l'exhaustivité. Dans une perspective similaire, l'examen de la carte topographique a été rapidement érigé en *substitut* de l'expérience de terrain et son commentaire en « *exercice-type* » (au sens de T. Kuhn) du paradigme classique. On ne s'étonnera pas de voir en A. Cholley²⁷ le premier codificateur de l'exercice.

Mais le rituel proprement initiatique et socialement intégrateur pour les générations formées entre 1905 (date de la première excursion interuniversitaire) et la fin des années 1960 est indubitablement la « *sortie de terrain* » ou « *excursion* »²⁸. Tout à la fois rite intégrateur et propédeutique à l'exercice solitaire de la recherche empirique, l'excursion a été longtemps parée de toutes les vertus, sans susciter pour autant de réflexions susceptibles d'en extraire — et pour cause ! — un système pédagogique.

Avec les éléments exposés jusqu'à présent, le lecteur dispose de quasiment toutes les pièces constituant ce que T. Kuhn appelle la « *matrice disciplinaire* » d'un paradigme : une « *métaphysique* » (le réalisme « exhaustiviste ») ; des « *modèles heuristiques* » (l'explication causale des relations homme/nature, la compréhension des « *personnalités géographiques* »²⁹) ; des « *exercices-types* » (le terrain, le commentaire de cartes, mais aussi la « *leçon* » de géographie régionale) ; des « *exemples* »,

²⁶ E. de Martonne, 1919, *Traité de géographie physique*, Paris, Armand Colin, p. 23.

²⁷ Il est rapidement devenu président du jury de l'agrégation de géographie. Sur le commentaire de carte, voir E. Jaurand, 2003, « Du fétiche à l'épouvantail ? Le commentaire de cartes et la géographie universitaire française (1945-2001) », *L'Information géographique*, 4, p. 352-369.

²⁸ Cf. M.-C. Robic, 1996, « Interroger le paysage ? L'enquête de terrain, sa signification dans la géographie humaine moderne (1900-1950) », in C. Blanckaert (dir.), *Le terrain des sciences humaines (XVIII^e-XX^e siècle)*, Paris, L'Harmattan, p. 357-388 et 1997, « L'excursion du géographe. (Sur l'École française de géographie.) », *Conférence*, 4, printemps, p. 211-227.

²⁹ Il faudrait coiffer ces deux programmes par un modèle métaphoriquement « organiciste » corrigeant les explications causales déterministes (qu'elles soient « naturelles », « historiques », « technicistes » ou « economicistes ») et justifiant la saisie des « êtres géographiques ».

formés par des livres fameux (le *Tableau de la géographie de la France* de P. Vidal de la Blache, *La Picardie* d'A. Demangeon) ou des « situations types » enseignées comme telles (le *carrefour bourguignon*, la région *lyonnaise*, les Alpes du Nord et leur organisation en bandes) ; des « valeurs » énoncées sous formes d'adages, du type « il faut partir du concret », « on essaiera de faire le tour de la question », « les réalités géographiques sont complexes », etc., tellement standardisées et banalisées qu'elles étaient aisément réappropriables par les apprentis ; une « instrumentation » typique et variée (qui va de la carte topographique à la tarière³⁰, en passant par la paire de bottes et les « données » statistiques). Il y manque les « généralisations symboliques », qui dans la géographie classique ne pouvaient être des équivalents de $E=mc^2$. On peut considérer que les répertoires de formes (géomorphologiques, paysagères, etc.), dressés en véritables *planches* dans les manuels, constituaient une forme simple et spécifique de « généralisations symboliques ». On peut aussi considérer que les grandes notions (milieu, genre de vie, paysage, région, villes/campagnes), qui semblaient spontanément constituer les objets de la discipline, avaient aussi cette dimension. À ce titre, on peut les qualifier de déictiques : leur fonction était de désigner la géographie autant que de signifier quelque chose en particulier ou en généralité.

Cette adéquation est d'autant plus frappante que le paradigme de la géographie classique répond à un certain nombre de conditions émises par T. Kuhn, en l'absence desquelles on ne saurait s'inspirer de sa description : durant à peu près soixante-dix ans, il a représenté la seule et unique manière de faire de la géographie scientifique (or la « science normale » kuhnienne est exclusive, elle est marquée par l'absence d'écoles concurrentes) ; il n'a pas donné lieu à des explicitations systématiques car son apprentissage produisait une « connaissance tacite » par l'exercice et l'exemple ; par ailleurs, le fonctionnement des exercices canoniques répond partiellement à l'idée de « *puzzle-solving* » (résolution de problèmes) : qu'ils aient à « expliquer un relief » ou à « caractériser une région », au travers d'un commentaire de carte ou d'un travail de plus longue haleine, les apprentis étaient précisément confrontés à des énigmes (*puzzles*), pour lesquelles les précédents mobilisables constituaient des modèles sur lesquels s'appuyer.

Il ne s'agit pas pour autant d'affirmer que l'idée de paradigme *épui*se tout ce que l'on pourrait dire sur la géographie classique (ce n'est pas l'objectif !), ni que l'adéquation entre le modèle et l'exemple est parfaite. Ainsi, malgré les prétentions à la prospective de certains géographes des années 1960 (J. Labasse, P. George, Michel Rochefort), il est difficile de considérer la géographie pratiquée entre 1900 et 1970 comme une science prédictive. En outre, l'ensemble des développements descriptifs à visée exhaustive peut difficilement être conçu sur le mode de la *résolution d'énigmes* et en ce sens échappe à la définition kuhnienne. Seuls certains compartiments de la pratique (et de sa trace écrite, la littérature géographique) relèvent de celle-là : ces « *explications* » diverses — causales ou historiques, basées sur des indices (comme en géomorphologie), des données numériques ou des archives — sont le plus souvent extrêmement circonscrites (elles sont un moment, ou plusieurs, dans un énoncé). Alors qu'on se représente facilement une explication comme une procédure qui *orchestre* un texte savant, lui donne sa dynamique, il en va rarement ainsi dans la géographie classique, qui l'utilise plutôt ponctuellement, sous des formes variées, pour justifier le diagnostic d'une forme (de relief, de paysage, etc.) ou affirmer la singularité de telle région, ville ou contrée humanisée. Il existe bien entendu des contre-exemples. Ainsi J. Sion a organisé son *Asie des moussons* (1928-1929) en démontrant le rôle que le dit phénomène climatique jouait dans la différenciation régionale de l'Asie du Sud-Est. De la même façon, la plupart des travaux empiriques de Pierre Gourou sont

³⁰ Outil qui sert à faire des prélèvements (« carottes ») dans le sol, très utilisé par les biogéographes, pédologues et géomorphologues.

basés sur la volonté de mettre en cause l'idée de déterminisme naturel et de lui substituer une lecture « civilisationnelle » de l'organisation matérielle des sociétés. Paradoxe qui n'en est pas un, ce sont les géographes les moins « naturalistes » qui ont le plus ressenti le besoin de mettre l'administration de la preuve au centre de leur propos (et non dans la périphérie de multiples diagnostics cliniques).

Dans les années 1950-1960, l'assiette des phénomènes susceptibles d'intéresser les géographes n'a cessé de s'élargir à de nouveaux thèmes. Pourtant, on ne saurait dire que les procédures cognitives ont été modifiées pour traiter de ces nouveaux objets. Seule la géographie physique s'est ouverte à des pratiques nouvelles (expérimentations en laboratoire, traitements statistiques) et à des efforts de renouvellement théorique (sous l'influence de Jean Tricart puis de Georges Bertrand). Rien, dans le reste de la production de la discipline, ne saurait accréditer l'idée d'une quelconque inflexion paradigmatique. Bien au contraire, la *doxa* continuait à éliminer tout ce qui pouvait prêter le flanc à l'anathème « *Ce n'est pas de la géographie !* », face auquel des recherches trop ambitieuses sont rentrées dans le rang ou ont débouché sur le départ de quelques individus vers d'autres disciplines ou horizons. Il a fallu plus que cela — une véritable « *révolution scientifique* » — pour faire céder la chape qu'était devenu le paradigme classique au fil des décennies...

2. Une « révolution scientifique » tardive ?

Entre 1972 et 1986, la géographie française a connu de profonds bouleversements. Il n'est pas certain que les problèmes épistémologiques en aient été la cause première. En revanche, il ne fait aucun doute qu'ils ont été un levier décisif pour agir contre l'*establishment* disciplinaire.

2.1. *Les prémisses*

Ce qui s'est accompli durant ces années 1970-1980 n'a bien entendu pas surgi brutalement. On peut invoquer un ensemble d'« anomalies » préalables qui ont mis en question les capacités explicatives du paradigme classique. Il convient déjà de noter que dès l'immédiat après-guerre l'École française a cessé de donner le ton dans la géographie mondiale, alors qu'elle avait largement régné durant les années 1920-1930. Aux États-Unis comme dans les pays Scandinaves, puis au Royaume-Uni et en Allemagne, des efforts importants de renouvellement épistémologique ont eu lieu. Par ailleurs, la géographie soviétique fournissait un autre modèle alternatif (pour le coup strictement naturaliste) susceptible de mobiliser les géographes de sensibilité communiste (Tricart en a été le prototype). En ce sens, on pourrait dire que l'École française s'est retrouvée *de facto* confrontée à des paradigmes rivaux. Elle les a assez superbement ignorés jusqu'à la fin des années 1960, mais ce fut au prix d'une marginalisation croissante.

Pourtant, dans l'immédiat après-guerre, un certain nombre d'auteurs (Jean Gottmann, Maurice-François Rouge, Louis Poirier³¹ et même A. Cholley) ont développé séparément des esquisses programmatiques suggérant un *aggiornamento* de la géographie humaine³² ; mais ces propositions ont été globalement ignorées, comme si la communauté des géographes n'était pas mûre. Ces esquisses sont demeurées invisibles (car *irrecevables* ?) pour les contemporains. En revanche, des sociologues (Paul-Henri Chombart de Lauwe) et surtout des économistes (François Perroux) et des historiens (Fernand Braudel) ont été sensibles aux idées neuves qu'ils ont pu

³¹ Plus connu sous le pseudonyme de Julien Gracq.

³² Cf. aussi chapitre 1. Pour plus de détail, voir M.-C. Robic, 1995, « Des vertus de la chaire à la tentation de l'action », in P. Claval & A.-L. Sanguin (dir.), *La géographie française à l'âge classique*, Paris, L'Harmattan, p. 27-58.

trouver chez J. Gottmann, chez M. Sorre ou chez M.-F. Rouge. Dans le contexte des années 1950 et surtout 1960, la réflexion sur l'« *organisation de l'espace* » (ici synonyme d'aménagement du territoire) a trouvé des rebondissements extra-géographiques. L'« *espace* », mot peu usuel dans le paradigme classique, a été approprié par des disciplines qui se sont positionnées rapidement sur la scène émergente de la planification et de l'aménagement du territoire. Or, précisément, cette émergence a progressivement introduit un « *malaise* »³³ chez les géographes, dont la traduction apparente fut une polémique feutrée entre les partisans d'une « *géographie appliquée* » (Michel Philipponneau) et ceux qui voulaient maintenir la discipline dans son statut de « *science exacte* » et la tenir à l'écart du processus décisionnel en aménagement (P. George, avocat d'une « *géographie active* »). Il n'empêche que la profession a perçu cette scène nouvelle comme un marché professionnel à conquérir et comme un lieu *naturel* d'exercice de la géographie. Or, dans les faits, la légitimité de cette dernière n'allait pas de soi, notamment aux yeux des ingénieurs, économistes ou architectes, qui ont investi rapidement les places dominantes de l'aménagement. Face à la *raison ingénieriale*, soucieuse de modèles, de justifications statistiques et d'un recours généralisé à la mathématisation, les géographes ont répondu par deux attitudes distinctes : les uns (P. Claval, Jacqueline Beaujeu-Garnier, Olivier Dollfus) ont voulu incorporer à la géographie de nouvelles « *démarches* » sans considérer leur caractère éventuellement incompatible avec la « *tradition géographique* » ; d'autres au contraire (P. George, J. Labasse), plus conscients de ce que signifiait l'adoption (fût-elle partielle) de la *raison ingénieriale*, l'ont rejetée en bloc. En tout état de cause, la confrontation des géographes avec ces nouveaux « partenaires » a créé un trouble important, qui explique sans doute la prolifération durant les années 1960 d'une littérature « identitaire » qui s'interroge sur les fondements de la géographie. Elle est l'occasion d'une réappropriation du terme « espace », qui au travers de l'expression « espace géographique » devient tout bonnement le nouveau déictique (*cf. supra*) de la discipline, empilant l'ensemble des significations jusque là véhiculées par « milieu », « paysage », « région », etc.

Le développement de la scène aménagiste n'a pas été la seule source d'« *anomalie* » pour le paradigme classique. Il importe aussi d'insister sur un processus double d'enfermement et de dévaluation de la discipline : alors que la géographie française était demeurée ouverte au dialogue avec les sciences voisines dans l'entre-deux-guerres, les relations se sont faites nettement plus concurrentielles et crispées durant les années 1950-1960 et la profession a eu tendance à se replier, d'abord sur les « *faits* » et ensuite sur un patrimoine jugé admirable. Cette posture s'est accompagnée d'un certain dédain pour le caractère spéculatif ou abstrait de disciplines comme l'économie ou la sociologie³⁴. Or ce repli est intervenu en pleine époque structuraliste, alors que précisément les sciences humaines et sociales développaient des échanges de concepts et de théories qui allaient constituer des disciplines jusque là éparpillées en un champ largement intégré. Pour des raisons diverses, la géographie est restée largement à l'extérieur durant cette période. C'est là sans doute l'un des facteurs qui expliquent l'accélération de sa dévaluation symbolique durant la décennie 1960. Des géographes s'en sont rendu compte, qui ont ressenti amèrement l'absence de leur discipline dans le volume de la Pléiade dirigé par Jean Piaget, *Logique et connaissance scientifique* (1967). De nombreux jugements sur la géographie ont été émis à la charnière des années 1960 et 1970 par de « grands noms » des sciences de l'homme qui confirmaient cette image dévaluée.

³³ C'est ce qu'exprime Paul Claval dans les premières lignes de son *Essai sur l'évolution de la géographie humaine* (Cahiers de géographie de Besançon, Les Belles Lettres, 1964).

³⁴ Attitude particulièrement nette dans J. Labasse, 1966, *L'Organisation de l'espace. Éléments de géographie volontaire*, Paris, Hermann et dans A. Meynier, 1969, *Histoire de la pensée géographique en France (1872-1969)*, Paris, PUF.

Pour achever de circonscrire les « *anomalies* » épistémologiques auxquelles a été confronté le paradigme classique, il faudrait évoquer un sentiment de lassitude cognitive éprouvé par de nombreux jeunes chercheurs à la fin des années 1960, et dont certains ont porté ultérieurement témoignage, tels Henri Chamussy³⁵ et Maryvonne Le Berre³⁶. À les suivre, les générations du baby boom ont vécu comme un jeu stérile la reproduction des recettes traditionnelles à l'occasion de leur travail de thèse. Il faut au reste rappeler que nombre de ces nouveaux géographes n'avaient pas eu un cursus littéraire comme leurs aînés, mais des études universitaires affranchies du latin. Dès lors, la discipline a largement recruté chez les bacheliers qui avaient fait « math élem », et dans des milieux sociaux modestes. Ces nouvelles générations étaient beaucoup plus sensibles à la raison scientifico-ingénieuriale et aux considérations épistémologiques nourries de Bachelard et de Piaget, qu'on leur avait enseignées à la fin du secondaire. Ils étaient prêts pour une « *révolution scientifique* », pour laquelle Mai 1968 a constitué un modèle et un précédent.

2.2 . *La crise*

Dès 1970 et la publication du « Que sais-je ? » de P. George, *Les Méthodes de la géographie*, on voit surgir l'idée, encore énigmatique, que la géographie est en « *crise* ». Un an plus tard, J. Beaujeu-Garnier dit la même chose dans *La Géographie, méthodes et perspectives*, mais elle n'est pas davantage capable de rendre raison de ce qui ne « tourne pas rond ». Il faudra l'émergence de revues nouvelles, comme *L'Espace géographique* (1972), de groupes de travail indépendants de l'establishment (comme le Groupe Dupont, fondé en 1971), de publications d'un genre nouveau (comme *L'analyse quantitative en géographie* de Jean-Bernard Racine et Henri Reymond³⁷), puis de manifestations spécifiques comme les colloques Géopoint (à partir de 1976), pour que la critique trouve des lieux d'expression et explicite la crise.

Dans un premier temps, les premières « critiques »³⁸ ont surtout rompu le tabou de l'unité de la géographie et affirmé qu'à côté de la tradition il existait une « nouvelle géographie » inspirée par le précédent « *anglo-scandinave* ». En 1972-1973, il s'agissait encore pour la France de quelque chose de virtuel, car la dite « nouvelle géographie » y était à ses premiers balbutiements. En revanche, elle pouvait s'appuyer sur le préalable étranger — ce qui a amené Philippe Pinchemel à faire traduire la *Géographie des marchés et du commerce de détail* de Brian Berry (1971) puis *L'analyse spatiale en géographie humaine* de Peter Haggett (1973), deux classiques de la *locational analysis* (analyse spatiale) anglo-saxonne. À partir de 1974 et de la publication du réquisitoire d'Alain Reynaud, *La géographie entre le mythe et la science*, mais surtout en 1975-1976, lorsque émergent coup sur coup *Espaces Temps* puis *Hérodote*, deux revues au ton nettement plus agressif, la critique de la « *géographie traditionnelle* » prend une dimension nouvelle, non plus seulement épistémologique mais également politique (les deux aspects étant considérés à l'époque comme intimement liés). L'influence du marxisme, notamment dans sa version althussérienne, est essentielle ici. La tenue des premiers colloques Géopoint est l'occasion de réunir les différentes sensibilités protestataires (à la notable exception d'Yves Lacoste, fondateur d'*Hérodote*) et de systématiser la critique épistémologique du paradigme classique. Dans cette activité, la figure de proue est incontestablement Claude Raffestin, géographe genevois qui a sans doute été le théoricien le plus profond de la rupture épistémologique. Celle-ci est pour tout dire consommée à la fin des années 1970 et les

³⁵ H. Chamussy, 1978, « D'amour et d'impuissance », *Brouillons Dupont*, 3, p. 67-81.

³⁶ M. Le Berre, 1988, « Itinéraire géographique. Vingt ans après », *Brouillons Dupont*, 17.

³⁷ J.-B. Racine et H. Reymond, 1973, *L'analyse quantitative en géographie*, Paris, PUF.

³⁸ Cf. R. Brunet, 1972, « Les nouveaux aspects de la recherche géographique : rupture ou raffinement de la tradition ? », *L'Espace géographique*, I (2), p. 73-77 ; A. Fel, 1972, « Deux géographies humaines ? », *id.*, p. 107-112 ; S. Rimbart, 1972, « Aperçu sur la géographie théorique : une philosophie, des méthodes, des techniques », *id.*, p. 101-106.

contributions ultérieures ne viendront le plus souvent que renforcer un réquisitoire déjà instruit. En revanche, la charnière des années 1970-1980 voit se multiplier les propositions programmatiques visant à donner du contenu à la « nouvelle géographie ». À cette époque, les réflexions d'un Henri Reymond sur les « *taxochores* », base d'une théorie des processus d'espace³⁹, les tentatives d'axiomatisation d'un Georges Nicolas-Obadia⁴⁰ et les propositions de Roger Brunet concernant les structures élémentaires de l'espace (les « *chorèmes* »)⁴¹, dessinent un style d'analyse spatiale à la française, inspiré par le structuralisme et les mathématiques du groupe Bourbaki. Mais bien d'autres perspectives se dessinent, qui se distinguent de ou s'opposent à un projet de géographie « théorique et quantitative », de sorte que c'est un véritable fourmillement d'idées et de programmes qui s'orne du label « nouvelle géographie » entre la fin des années soixante-dix et le milieu de la décennie quatre-vingt, et l'on ne peut guère y voir un paradigme nouveau et unique venant se substituer à la « géographie traditionnelle »...

Ce qui unit en revanche les diverses sensibilités « révolutionnaires » est un rejet le plus souvent ardent de la « *vieille* » géographie. Il lui est reproché principalement d'avoir été une pré-ou une non-science. En vertu d'un nouveau consensus (piagétien ?) qui veut qu'une science se définit par la recherche de lois (perspective nomologique), l'incapacité notoire de la géographie classique à en produire et sa prédilection pour les études de cas sont épinglées. À cette époque, la « *démarche idiographique* » est en théorie complètement rejetée, même si certaines des premières thèses de la « nouvelle géographie » — comme *La Croissance de Los Angeles de 1940 à 1970* de Bernard Marchand (1977) et *Système économique et espace* de Franck Auriac (1979) — sont concrètement des études de cas. L'autre dimension que l'on rejette est l'absence de problématique explicite dans les travaux classiques : dans le sillage de C. Raffestin, c'est toute une génération qui dénonce l'« *implicite* », le non-réfléchi, l'absence de procédures clarifiant des hypothèses et s'efforçant ensuite de les étayer. Dans le sillage de J. Piaget et sous l'égide de C. Raffestin, les « nouveaux géographes » ont adopté l'idée que le réel est saisi au travers de « *filtres* », que l'on peut nommer « mots », « notions », « construits » ou « théories », selon leur ampleur, et que toute activité de recherche est guidée par ces préalables sans lesquels le réel est inconnaissable. Il va de soi qu'une telle conception, qualifiée de « *constructiviste* » par J. Piaget, est effectivement radicalement incompatible avec la métaphysique des géographes classiques. En revanche, elle marque certainement la convergence de plusieurs chemins intellectuels assez différents, qui se rejoignent alors dans l'idée de « *construit* ». Pour les marxistes, la posture procède du matérialisme : en séparant le monde des choses (les seules « réelles » ou « matérielles ») du monde des superstructures idéelles, le marxisme (au moins dans sa reformulation althussérienne) instaure une rupture radicale qui confère à ces dernières une autonomie anti-réaliste (posture explicite alors chez Jacques Lévy, sous-jacente chez F. Auriac). Pour les positivistes et les rationalistes, on ne peut pas affirmer que notre connaissance du monde des phénomènes est une connaissance directe, seule la recherche de régularités causales ou la réponse favorable des « faits » à nos prédictions est un indice de justesse de nos théories, qui sont un pur produit de notre entendement (ou de notre raison). Demeure la posture la plus directement « constructiviste » au sens piagétien, c'est-à-dire le nominalisme, qui d'une manière générale suppose que le monde est inconnaissable *en soi* et que c'est à l'aide de dénominations et de schémas préalables que nous construisons un « monde possible » (posture de C. Raffestin et peut-être également de J.-B. Racine). En bref, on pourrait dire que le « constructivisme » des nouveaux géographes a catalysé

³⁹ Cf. H. Reymond, 1981, « Une problématique théorique : plaidoyer pour une chorotaxie expérimentale », dans H. Isnard, J.-B. Racine et H. Reymond, *Problématiques de la géographie*, Paris, PUF, p. 163-249.

⁴⁰ Cf. G. Nicolas, 1984, *L'Espace originel. Axiomatisation de la géographie*, Berne, Lang.

⁴¹ Cf. R. Brunet, 1980, « La composition des modèles dans l'analyse spatiale », *L'Espace géographique*, 4, p. 253-265.

des convictions diverses en une *formule* unique, que l'on pourrait qualifier d'*exigence problématique* : toute recherche commence par la formulation d'une problématique, déclinable en hypothèses de travail, et soumise à un protocole de mise à l'épreuve (qui peut être un test statistique ou d'autres formes de démonstration). Vilipendée par les mandarins⁴² de l'ancienne école durant les années 1970, cette prescription épistémologique a fini par s'imposer à l'ensemble de la géographie à la charnière des années 1980 et 1990.

L'exigence de clarification problématique a eu longtemps pour corollaire une visée proprement politique : alors que la géographie classique s'était massivement voulue apolitique, il lui a été reproché d'avoir, par sa neutralité affichée, « *fait le jeu objectif du pouvoir en place* ». Les collaborations de J. Labasse ou J. Beaujeu-Garnier à l'État pompidolien apparaissaient comme les signes objectifs de cette collusion. À l'inverse, la géographie contestataire se voulait démystificatrice. Il s'agissait de fournir aux dominés les outils pour décrypter les stratégies des classes dominantes, dont un Y. Lacoste dans *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* (1976) n'hésitait pas à exciper la teneur « *géographique* » ou « *spatiale* ». En somme, après avoir jeté le soupçon sur le géographe « *agent de renseignement* », il importait sinon de le retourner du moins de le rendre responsable à l'égard de « *ces hommes et ces femmes* » que toute enquête menaçait de rendre davantage vulnérables. Contre la figure du savant détaché, les années 1970-1980 ont vu l'émergence d'une représentation tribunicienne du géographe, médiateur ou voix de « *ceux d'en-bas* » ou « *d'ailleurs* ». À une échelle plus réduite, l'idée d'une géographie militante, conçue comme un instrument de lutte sociale, a été particulièrement mise en avant par des géographes peu académiques comme Raymond Guglielmo ou Christian Béringuier, en général au détriment d'un questionnement sur la contribution de la géographie, jugé au mieux inutile, voire corporatiste. Ceci n'a pas empêché la majorité des nouveaux géographes de vouloir concilier réforme scientifique et œuvre « *utile* » (c'est-à-dire politique), celle-ci finalisant celle-là.

3. Les voies du pluralisme

Dès le milieu des années 1970, les « nouveaux géographes » ont manifesté de fortes divergences d'attitude par rapport à la « *new geography* », à l'engagement marxiste ou à la signification de l'« espace géographique ». Néanmoins, jusqu'au milieu de la décennie suivante, période qui voit un progressif apaisement des tensions sociales au sein de la communauté, la présence d'un *establishment* hostile et la nécessité d'une réinvention disciplinaire ont provisoirement atténué les antagonismes potentiels. En outre, durant une dizaine d'années, la dynamique impulsée par R. Brunet — de la publication de l'article fameux « La composition des modèles en analyse spatiale » (1980)⁴³ au lancement des projets fédérateurs du GIP Reclus — a pu sembler ouvrir une nouvelle époque de « science normale », plutôt « spatialiste », trouvant même un début de traduction dans la géographie scolaire soudain convertie aux fameux « chorèmes ». Pourtant, cette acmé n'a pas résisté à l'alternance politique de 1993, de la même façon qu'allaient se multiplier les entreprises visant à saper (épistémologiquement, politiquement, insitutionnellement) l'entreprise brunétienne. Ce qui avait semblé en passe de devenir hégémonique (paradigmatique ?) est alors apparu comme un édifice fragile — et qui au demeurant n'avait jamais prétendu faire davantage que fédérer des sensibilités autour de projets (éditoriaux, cognitifs, etc.) et d'une ébauche de consensus.

⁴² Terme fréquent dans les années 1960 et désignant les universitaires haut placés exerçant une position dominante frisant l'absolutisme. Mai-1968 a été un moment majeur de dénonciation du « mandarinat ».

⁴³ R. Brunet, « La composition des modèles dans l'analyse spatiale », *L'Espace géographique*, 1980, n° 4, p. 253-265.

3.1. *Le consensus de 1984*

Après le schisme des années 1970 et les violentes dissensions qui ont fait contrecoup à la victoire de François Mitterrand (1981-1984), le congrès de l'Union géographique internationale à Paris en 1984 a été vu par certains comme l'occasion de redéfinir les bases d'un nouveau consensus épistémologique, érigeant la géographie en science de l'espace « produit » par les sociétés (encore que les interprétations de la signification à donner à une telle formule aient d'emblée fortement varié). La publication deux ans plus tard, sous le double patronage de F. Auriac et R. Brunet, d'*Espaces, jeux et enjeux* (1986), livre-somme réunissant un large spectre de sensibilités spatial(ist)e et sociale (sinon sociologique), a pu contribuer à maintenir un temps le dialogue entre des courants destinés à diverger de plus en plus nettement.

Dès le milieu de la décennie précédente, des auteurs aux parcours aussi différents que J.-B. Racine (issu du quantitativisme) et J. Lévy (alors althussérien) exprimaient déjà des réticences quant au contenu social de la géographie quantitative, suspectée de formalisme⁴⁴. À la même époque, un C. Raffestin avait déjà amorcé une critique de l'objectivisme de la « *new geography* », critique motivée par une volonté de transformation de la société (par la géographie ?) et assortie d'un démontage des présupposés economicistes du nouveau *mainstream* anglo-saxon. Dans le même temps, certains géographes « en lutte » (R. Guglielmo) avaient la tentation d'appliquer à la « *géographie moderniste* » française des critiques similaires, quand bien même la plupart des « quantitativistes » français étaient des marxistes convaincus... Enfin, au travers de la promotion des cartes mentales (Antoine Bailly) et d'un souci pour la « *vie quotidienne* » (Jean-Paul Ferrier) ou les « *espaces mentaux* » (Jean-Luc Piveteau), c'est toute une partie des « nouveaux géographes » qui à la charnière des décennies 1970 et 1980 prend ses distances à l'égard de l'objectivisme quantitativiste et entend promouvoir une géographie « *humaniste* » centrée sur les « *représentations* ».

Une particularité des années 1980 est d'avoir vu s'affirmer des courants animés par des géographes qui étaient demeurés en retrait durant la grande décennie contestataire (1972-1982) : il en va ainsi des promoteurs de la géographie sociale comme de ceux de la géographie culturelle. Si les premiers marquent leur différence par rapport à la géographie classique dans les textes fondateurs des années 1982-1984, les uns et les autres se construisent également contre ce que l'on appelle de plus en plus « *spatialisme* » ou « *positivisme* ». En outre, une part importante de la production empirique de ces courants relève d'un style épistémologique largement classique. La monographie prédomine, éventuellement justifiée par une visée inductive ; les clauses synthétiques ne sont pas levées, même si on ne recherche plus la même sorte d'exhaustivité qu'auparavant. Un certain agnosticisme est de mise, concernant aussi bien la définition de la discipline que ses normes propres de scientificité. Et si la géographie sociale partage alors avec les quantitativistes une forte imprégnation marxiste, la géographie culturelle, plus lente à émerger, sera souvent l'apanage de géographes politiquement conservateurs (P. Claval, Joël Bonnemaison, Jean-Robert Pitte, André-Louis Sanguin), tentés par une restauration stratégique du legs classique. Au demeurant, la dissipation assez brutale du référentiel marxiste à la fin des années 1980 a fonctionné comme le révélateur de continuités épistémologiques que l'engagement politique avait un temps masquées : la géopolitique prônée par Y. Lacoste, ses élèves et ses dissidents, apparaît de plus en plus à cette époque comme un classicisme teinté de considérations géostratégiques et n'hésitant pas à prendre en charge l'ensemble des questions que la tradition pouvaient considérer comme géographiques (les ressources naturelles, la mosaïque des peuples, les grands ensembles régionaux, etc.).

⁴⁴ c'est-à-dire de s'intéresser à des formes spatiales (géométriques) pour elles-mêmes, en oubliant leur sens pour la société.

En définitive, le consensus de 1984 pourrait être relu comme une *performance* éphémère, révélatrice à la fois des mutations et des efforts de dialogue propres à une décennie d'apaisement. Du colloque Géopoint 82, *Les territoires de la vie quotidienne*, à la mise en route de l'*Encyclopédie de géographie*⁴⁵, le dialogue entre composantes et courants de la géographie s'est maintenu alors même que la communauté disciplinaire était marquée par un processus de différenciation extrêmement complexe, non plus seulement thématique comme dans les années 1950-1960 mais également praxéologique (les métiers de la géographie sont de plus en plus distincts), social (la structuration en courants repose sur des réseaux sociaux autant que sur des affinités cognitives), politique (au sens restreint des affiliations et revendications) et, partiellement, épistémologique. Durant cette période, plus qu'auparavant, la revue *L'Espace géographique* a pu incarner la diversité des innovations et débats disciplinaires, devenant pour un temps le creuset et la vitrine de la géographie française, notamment au travers de ses riches dossiers et numéros thématiques. À la charnière des années 1980 et 1990, alors que le marxisme s'évanouit, que des revues telles *Espaces et sociétés* ou *Géographies et cultures* s'inscrivent comme références dans le paysage non spatialiste, on assiste à une recomposition progressive du champ que nous allons essayer d'interpréter pour clore cette présentation.

3.2. *Clivages contemporains*

La seule certitude que peut avoir un épistémologue concernant la situation contemporaine est l'extrême hétérogénéité de la géographie pratiquée en France aujourd'hui. Il existe évidemment des tendances lourdes qui peuvent sembler partagées par l'ensemble des courants, paradigmes et chapelles : montée de l'individualisme (qu'il soit « méthodologique », idéologique ou qu'il relève de comportements scientifiques inspirés du fonctionnement de la science américaine) ; regain d'une définition technicienne de la discipline (le géographe serait un producteur de cartes et un manipulateur de bases de données et autres SIG) ; désaffection relative pour les problèmes épistémologico-théoriques, surtout quand ils n'ont pas une finalité légitimante ; redéploiement identitaire assez massif dans les domaines transdisciplinaires de l'environnement, de l'aménagement, voire de la géopolitique ; soumission de nombreuses équipes à des logiques de contrat (en particulier auprès de collectivités territoriales) au détriment parfois de l'indépendance de la recherche ; approfondissement d'une culture de l'objet étudié au détriment de la culture « disciplinaire » (on est spécialiste des Balkans, du café, des nouvelles technologies ou des feux de forêt avant de se penser « géographe ») ; etc.

Il est possible néanmoins d'esquisser à gros traits quelques distinctions, dégagant grosso modo trois géographies.

La géographie de tradition classique s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui grâce à un certain nombre de « niches écologiques » (comme dirait Ian Hacking) : la préparation des concours de l'enseignement primaire et secondaire⁴⁶, les recherches sur le monde rural et les pays en voie de développement, sans parler de critères non cognitifs mais ressortissant à l'obédience politique des milieux universitaires ou à l'inertie d'institutions particulières (comme les écoles normales supérieures). Souvent, le legs est davantage georgien (c'est-à-dire résulte des déplacements thématiques spécifiques aux années 1950-1960 et dont P. George fut la figure de proue) que strictement postvidalien. Souvent aussi, le style classique est habillé par des préoccupations réactualisées (pour l'environnement, la construction d'entités territoriales supranationales ou supralocales, etc.). Les géographes « physiciens » y ont maintenu une place importante, bien que

⁴⁵ A. Bailly, R. Ferras, D. Pumain, dir., *Encyclopédie de géographie*, Économica, 1992, rééd. 1995.

⁴⁶ Situation qui tend à changer depuis la réforme de l'agrégation en 2001.

non hégémonique, précisément justifiée par l'actualité des questions d'anthropisation des milieux naturels, avec leur cortège de risques *ex-ante* et de dégradations *ex-post*. À ce titre, la question des relations nature-société a été réexaminée à frais nouveaux par des générations rompues à l'utilisation d'imageries (photographique, satellitaire, cartographique...) diverses, sans que l'on voie pour autant émerger un méta-discours fédérant par la théorie des entreprises circonscrites. Au reste, cette géographie physique est en train de redécouvrir, par l'entremise des images numérisées et des bases de données, la possibilité d'une *analyse spatiale* des phénomènes naturels qui fait une place grandissante à la géométrie fractale. À l'autre pôle de l'héritage classique, nombre de recherches particulières légitiment leur inscription disciplinaire par un ancrage territorial spécifique, par contraste avec des recherches connexes, sociologiques, économiques, politologiques, ou naturalistes, qui en sont plus ou moins dénuées. La question des identités (locales, régionales) entre dans un questionnaire classique même si celui-ci élude — sinon en théorie du moins en actes — la dimension critique que présupposerait l'idée d'une « construction sociale des territoires ». Les « néo(?)-classiques » claironnent leur lassitude à l'endroit de l'épistémologie et n'adhèrent pas aux positions constructionnistes, postmodernes ou phénoménologiques qui caractérisent les géographies « anti-positivistes » — que l'on évoquera ultérieurement. En revanche, ils les rejoignent dans un regain d'intérêt pour les questions d'identité et de territorialité. Et malgré un point de blocage important entre ces deux formes de géographie sur la question de l'*objectivité*, reste qu'elles ont pour principal point de connivence un rejet du « *spatialisme* ».

L'analyse spatiale française est ce qui ressemble peu ou prou le plus à un paradigme parmi les tendances contemporaines, même s'il n'existe aucun cursus universitaire strictement spatialiste et même si elle semble en perte de vitesse (démographique) depuis une décennie. Elle a sa géographie particulière (un réseau dans le Sud-Est et l'Est de la France fédéré par l'UMR Espace, plus un pôle parisien non monopolistique), ses objets d'excellence (la géographie urbaine, la modélisation des systèmes complexes), des médias et manifestations spécifiques. Ceci ne l'empêche pas d'être traversée par les mutations globales de la géographie — contractualisation, technicisation, individualisme méthodologique, etc. — à telle enseigne que l'on peut se demander ce qui demeure des efforts fondamentaux de la « génération » des P. Pinchemel, H. Reymond, R. Brunet, G. Nicolas, qui avaient essayé de construire par des biais convergents une théorie de l'espace produit par les sociétés. L'effort était peut-être vain ou prématuré, du moins avait-il le mérite de donner une perspective globale au spatialisme français. Sans doute voit-on émerger autour de Denise Pumain une école extrêmement ambitieuse qui théorise de façon séduisante les systèmes de villes, fournissant par le prisme de l'urbanisation une interprétation générale du peuplement des espaces géographiques et des interactions spatiales. Pour le reste, ici comme ailleurs, le rabattement du métier sur des gestes techniques (cartographie, SIG, traitement d'enquêtes, utilisation de la géométrie fractale) semble tenir lieu de *discipline*, au risque de perdre de vue l'ambition théorique. De surcroît, l'évaporation du marxisme a eu pour conséquence de dédouaner de larges pans de l'analyse spatiale d'une exigence socio- ou anthropologique : la question de la signification ou de la portée sociales des opérations cognitives n'est plus posée avec l'acuité qui était de mise dans les années 1975-1990. Il peut dès lors apparaître légitime d'étudier une « *forme spatiale* » pour elle-même⁴⁷, sans se poser la question de son signifié. Il y a là

⁴⁷ Ceci était patent lors du congrès Géopoint 2004, *La forme en géographie*.

un point de faiblesse, davantage embarrassant aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt ans, que n'ont pas manqué de critiquer les contempteurs passés et présents du « *spatialisme* »⁴⁸.

La composante la plus délicate à ordonner est précisément cette géographie dont le dénominateur premier semble être le rejet de la géographie jadis appelée « théorique et quantitative ». Face à l'objectivisme supposé de l'espace des « spatialistes », les diverses sensibilités que nous fédérons ici ont eu en commun de revendiquer un « *renversement* » (l'expression initiale est de Renée Rochefort) des préoccupations, mettant au centre de la géographie non le milieu naturel ou l'espace produit, mais la société voire l'individu dans sa subjectivité, avec pour projet de reconstruire une pertinence *géographique* à partir de prémisses anthropo- ou socio-logiques. Ainsi l'espace de la géographie sociale des années 1980 était considéré comme une simple projection des luttes sociales de domination, le plus souvent incarné dans une opposition entre un centre et une périphérie davantage allégoriques que proprement spatiaux. Depuis *La région, espace vécu* (1976) d'Armand Frémont, la géographie « antipositiviste » a mis au centre de ses préoccupations la question des représentations, qu'elles soient collectives ou individuelles, en essayant de dégager ce qu'elles pouvaient avoir de « géographique ». Il en est résulté chez certains un travail proprement « ontologique » sur la géographicit  ou la territorialité (C. Raffestin, J.-P. Ferrier, J.-L. Piveteau, Augustin Berque), nourrie de la redécouverte de *L'homme et la terre* d'Eric Dardel (1952). Mais d'autres voies, davantage descriptives ou débarrassées du préalable ontologique, ont été explorées, mettant à jour des identités « géographiques », urbaines, territoriales, etc. Des méthodologies empruntées aux sciences sociales (observation participante, enquêtes ethnologiques) se sont pour partie substituées aux pratiques antérieures. Les références théoriques sont à rechercher du côté de la sociologie « constructiviste » (anglo-saxonne ou française), de la phénoménologie sociale (Alfred Schutz, Berger & Luckmann), de l'interactionnisme symbolique, tandis que les normes épistémologiques ont été soit récusées soit renversées : l'herméneutique et la théorie du « récit » de Paul Ricœur ont représenté pour certains le nouvel horizon dans lequel penser la posture ou la compréhension géographique. Émerge également une tentation postmoderne qui doit beaucoup à l'influence de la géographie américaine (Edward Soja, David Harvey), mais peine à déjouer les effets négatifs de l'adjectif dans le contexte intellectuel français et à lui donner un sens déterminé. Progressivement, « territoire » est devenu le déictique disciplinaire de cette « nouvelle nouvelle » géographie au détriment d'« espace », trop lié à la « géographie des modèles ». Pour autant, la plasticité des significations attachées à ce nouveau terme phare rend ardue toute tentative de synthèse, même si récemment Bernard Debarbieux, l'un des plus remarquables représentants de cette tendance, a réussi le tour de force d'en donner une d finition⁴⁹. L'impression d'ensemble que suggèrent ces géographies du territoire est un certain manque de cohérence épistémologique, associé à une posture jusque là peu fréquente en géographie : les références théoriques très éclectiques que l'on y trouve ne débouchent guère sur des mises en pratique (empiriques). Les efforts de traduction et de codification empiriques que l'on trouvait dans l'analyse spatiale des années 1970-1980 n'ont pas d'équivalent. La preuve perd de son importance quand le genre auquel on s'adonne n'est pas la démonstration d'une thèse mais l'*essai*, ce genre brillant et littéraire d'une intelligentsia typiquement française. De nouveaux objets (notamment artistiques) sont éventuellement explorés : peintures, textes littéraires, musique, danse — mais avec un gain d'intelligibilité peu

⁴⁸ Cf. entre autres M. Lussault, « Reconstruire le bureau (pour en finir avec le spatialisme) », dans C. Chivallon, P. Ragouet, & M. Samers, *Discours scientifiques et contextes culturels : géographies britanniques et françaises à l'épreuve postmoderne*, Bordeaux, M. S. H. d'Aquitaine, 2000, p. 225-251.

⁴⁹ B. Debarbieux, « Territoire », dans J. Lévy & M. Lussault, dir., *Dictionnaire de la géographie et des espaces en société*, Paris, Belin, 2003, p. 910-912.

convaincant par rapport à ce que d'autres disciplines (sociologie, économie, anthropologie, histoire) ont su apporter dans l'exploration de la création humaine. Bien souvent, ces entreprises présentées comme innovantes se heurtent à une contradiction importante : elles présupposent qu'il existe du « géographique » dans l'art, dans la vie quotidienne, dans les rituels sociaux, etc., sans même définir ce que cela pourrait être. Et si certains (tel Jacques Lévy) soutiennent que le régime de la géographie d'aujourd'hui est la « *science extraordinaire* » décrite par Thomas Kuhn, c'est en oubliant que pour ce dernier celle-ci n'est qu'un passage transitoire, qui ne devient fécond que lorsque la science redevient « normale ».

Conclusion

Plus que jamais, à certains égards, et malgré quelques unes des caractéristiques évoquées plus haut, la discipline apparaît éclatée. Si l'unité institutionnelle demeure inchangée, on constate aussi bien chez les apprentis (des récents bacheliers aux doctorants) que chez les observateurs extérieurs, une certaine perplexité voire un désarroi quant à ce que cela signifie d'*être* géographe. Il existe bien entendu des structures de socialisation qui peuvent partiellement prendre en charge les novices en leur indiquant une carrière — voire une identité ? — possible : de professionnel à partir des licences et des master (ex-DESS) éponymes, de chercheur dans les réseaux, petits ou grands, formés par les principales Unités mixtes de recherche (UMR). Pourtant, l'illisibilité disciplinaire tend à se superposer aux difficultés inhérentes à des marchés de l'emploi particulièrement opaques et saturés, expliquant pour partie la stagnation voire la baisse des effectifs d'une géographie qui n'en finit pas de se chercher.

Olivier Orain